

Zeitschrift: Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Herausgeber: Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Band: 81 (1993)

Heft: 8-9

Artikel: Le parcours des combattantes

Autor: Ricci Lempen, Silvia

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-280383>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 13.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



Aujourd'hui, on s'affiche moins volontiers militante qu'autrefois, même si l'on a le même désir de faire bouger les choses.

(Photo Roland Burkhard)

engagement pour les femmes. Elle vient en effet de quitter la présidence du Centre de liaison des Associations féminines vaudoises (CLAFV), qu'elle a occupée pendant trois ans. On peut rappeler qu'il s'agit là d'un organisme qui assure la coordination de près d'une cinquantaine d'associations féminines, et qui déploie également de nombreuses activités propres, mise sur pied de cours et de débats, rédaction de fiches d'information sur les votations fédérales, gestion d'un bureau Information Femmes, etc. Il reçoit une subvention annuelle de 18 000 francs de l'Etat de Vaud.

Après sa boutade initiale, Claude Yechouroun s'empresse de nuancer ses propos: «J'ai toujours été très soutenue par le comité, et j'ai rencontré beaucoup d'admiration à l'extérieur. Mais c'est un mandat lourd, prenant. De la manière dont je l'ai exercé, il équivalait à un mi-temps. Et le reste du temps, je continuais à y penser!»

Claude Yechouroun n'exerce pas de profession à l'extérieur. Rempilerait-elle pour trois ans si elle pouvait être rémunérée? «Non. Je ressens un phénomène d'usure. Il faut tout le temps se pousser. Peut-être que je ne suis pas assez militante dans l'âme...»

Elle se pose néanmoins lucidement la question de savoir s'il y aura encore, à l'avenir, des femmes qui puissent fournir gratuitement une telle somme de travail. «Il faudra probablement en venir à d'autres types d'organisation, qui permettent de concilier la gestion d'un organisme tel que le CLAF et l'exercice d'une profession. Mais le bénévolat est irremplaçable. Ça se situe à un autre niveau que le travail rémunéré.

Ce serait dommage que l'engagement en faveur des femmes devienne uniquement un job comme un autre.»

«Tout travail mérite salaire.»

Solidarité Femmes, à Genève, est un organisme d'accueil et de soutien aux femmes victimes de violence. Créé à la fin des années septante sur une base bénévole et autogestionnaire, il s'est aujourd'hui complètement professionnalisé, et le gros de son budget est couvert par des subventions publiques. Toutes ses collaboratrices sont normalement rémunérées.

Pika Plader y est employée depuis sept ans comme travailleuse sociale et **Elisabeth Rod** y exerce depuis trois ans la fonction de secrétaire. Nous devisons à la pause de midi, autour d'un sympathique pique-nique.

Pika Plader: «Avant, je militais au PSO (Parti socialiste ouvrier). Lorsque j'ai commencé à travailler ici, j'étais surtout séduite par l'idée d'autogestion. Les femmes hébergées participaient à la gestion. C'était une démarche politique. Il ne s'agissait pas tant de travail social que d'entraide entre femmes, et nous n'avions que des salaires symboliques.

»Maintenant, l'association fonctionne sur une base professionnelle, elle s'inscrit dans le mouvement d'institutionnalisation

du féminisme qui a vu la naissance des bureaux de l'égalité. Nous faisons du travail social et c'est pour cela que nous sommes subventionnées. Pourtant, ce travail social garde une dimension politique, parce qu'il s'accompagne d'une réflexion théorique sur la violence sexuelle, parce qu'il vise à changer la société.»

Elisabeth Rod: «J'ai toujours été allergique au militantisme. Militer, c'est avoir un parti pris. Pourtant, je me suis toujours sentie proche des mouvements de 1968, du MLF. Travailler ici me permet de concrétiser professionnellement des idées que je n'ai pas pu concrétiser dans le militantisme, qui nécessite toujours une certaine dose d'intolérance.

»Mon entourage me considère comme une féministe acharnée. Et c'est vrai que *Solidarité Femmes* est un projet féministe. Nous essayons de provoquer une prise de conscience par rapport à la dépendance des femmes. Mais c'est un contexte qui me permet de garder mon esprit critique.»

Toutes les deux sont formelles: le travail qui se fait à *Solidarité Femmes* ne pourrait pas être accompli par des bénévoles. Il exige une formation, des compétences professionnelles. Il exige aussi la capacité de prendre de la distance par rapport au vécu des femmes accueillies et de limiter son investissement personnel pour ne pas se laisser détruire, et cela n'est possible que si l'on reçoit un salaire équitable. «L'argent sert de tampon entre les émotions et le travail.»

Toutes les deux relèvent aussi qu'il existe une incompatibilité entre bénévolat et féminisme. «Tout travail mérite salaire, le féminisme s'est battu pour que ce principe soit reconnu. Il y a une contradiction à dépendre de l'argent d'un partenaire masculin pour militer. Le militantisme bénévole ne peut être exercé qu'en marge de l'activité professionnelle.»

N'éprouvent-elles pas une certaine lassitude face à la persistance des discriminations qu'elles s'efforcent de combattre? «Non, répondent-elles en chœur, si ce n'est la lassitude inhérente à tout travail social. Il est certes usant de rencontrer toujours les mêmes problèmes, et de constater jour après jour que la reconnaissance du caractère structurel de la violence contre les femmes n'est pas encore acquise. Mais ce constat renforce l'envie de se battre.»

«Formaliser professionnellement les acquis du militantisme.»

Ex-militante du MLF, très marquée par les idées de 1968, conseillère de la ville de Bienne dans les rangs de l'Alliance verte et sociale (ex-PSO), **Marie-Thérèse Sautebin** a longtemps collaboré, sur une base bénévole, à la commission pour la formation des femmes du Syndicat des services publics (SSP). Elle avait fait, autrefois, des



études de langues. Aujourd'hui, forte d'une deuxième licence, récemment acquise, en sciences de l'éducation, elle gagne sa vie dans le cadre d'un organisme actif dans le domaine de la formation et de l'emploi des femmes.

«Je crois que mon parcours est emblématique de l'actuelle évolution du militantisme féministe. Aujourd'hui, dans le cadre de mon travail professionnel, je continue de m'occuper essentiellement de femmes, je vise les mêmes buts qu'autrefois, mais la différence, c'est qu'il y a un salaire au bout. La reconnaissance militante m'a suffi pour un temps, elle ne me suffisait plus. J'avais besoin de formaliser dans un travail rémunéré mes acquis militants, politiques, syndicaux.»

Lorsque l'on connaît l'engagement tenace et intelligent de Marie-Thérèse Sautebin sur la scène féministe, on attend avec une curiosité particulière sa réponse à la question de savoir si le militantisme au quotidien se répand de plus en plus.

«Non! L'engagement est encore très fort chez certaines jeunes. Ce qui est pratiquement fini, c'est le militantisme pur et dur en tant qu'activité de groupe. Le terrain est occupé maintenant par les bureaux de l'égalité, et il faudra sans doute un certain temps pour voir renaître un militantisme collectif non institutionnel. Mais le militantisme au quotidien se répand de plus en plus.

Il y a chez les jeunes femmes une recherche d'unité, de cohérence entre les principes et le vécu, en particulier dans le domaine de la famille. Il y a toute une réflexion qui se fait sur les contradictions inhérentes au travail rémunéré des femmes. Mon espoir est que cette réflexion soit bientôt partagée aussi par les hommes!»

«Militier là où on est.»

Tania Buri, jeune journaliste enthousiaste et déterminée, est un vivant exemple de cette nouvelle génération de «militantes au quotidien» dont parle Marie-Thérèse Sautebin. Le déclic féministe s'est produit pour elle à l'université, à la fin des années huitante, lorsqu'elle s'est rendu compte que, dans les réunions d'étudiant-e-s, c'étaient presque toujours les garçons qui prenaient la parole.

«Avec quelques copines, nous avons eu envie de réagir, d'apprendre à nous affirmer. Nous avons commencé à lire les grands textes féministes, par exemple Simone de Beauvoir, ce qui nous a permis de mettre en mots ce que nous ressentions. Nous avons aussi cherché à nous renseigner sur ce qui s'était fait pour la cause des femmes par le passé. Au début, nous croyions que nous étions les premières à découvrir le féminisme! Puis nous sommes entrées en contact avec toutes celles qui s'étaient battues avant nous...» Tania et ses amies créent un groupe «Huit d'entre

elles», et organisent à l'automne 1990 un colloque à Lausanne qui leur permet de faire le point sur la situation actuelle des femmes en Suisse, et aussi de faire la jonction entre les anciennes et les nouvelles du féminisme. Le colloque est un succès. Et pourtant, dans les années qui suivent, on n'entend plus parler de «Huit d'entre elles». Essoufflement prématuré?

«Je dirais plutôt qu'avec la préparation de ce colloque chacune d'entre nous s'était constitué un bagage, et qu'il s'agissait désormais de l'utiliser là où nous nous trouvions, dans la construction de nos vies. Certaines d'entre nous ont continué à militer ponctuellement, par exemple contre le harcèlement sexuel, ou en faveur des réfu-

nel. En particulier, le modèle de la militante «bourgeoise» est en voie de complète disparition. Maintenant, il y a des femmes qui travaillent pour les femmes, et qui exigent que leur travail soit reconnu.»

La directrice du Bureau de l'égalité genevois sait de quoi elle parle. Elle a assisté, en particulier, à l'évolution du centre F-Information, auquel elle a longtemps collaboré, parallèlement à son métier d'avocate, avant d'occuper son poste actuel. Dès sa création, au début des années huitante, cet organisme s'était démarqué des associations traditionnelles en refusant le principe du bénévolat total et en versant systématiquement un petit défraiement à ses collaboratrices. Par la suite, la tendance à la pro-



La lutte féministe a fait place à un militantisme ponctuel. Ici, la grande Marche pour la paix.

(Photo Stratus)

giées. Moi-même je me sens actuellement très motivée par la relance de la lutte pour l'assurance maternité.

Mais surtout, nous essayons toutes de mettre en pratique nos idées dans l'organisation du quotidien, dans la recherche d'un équilibre entre vie professionnelle, affective et politique.»

Tania n'a pas encore d'enfants, mais elle n'exclut nullement d'en avoir un jour. Elle est convaincue que la maternité est conciliable avec le travail rémunéré et le militantisme, moyennant, bien sûr, des aménagements: par exemple, travailler à mi-temps, vivre en communauté... Bonne chance, Tania!

«Un métier comme un autre, et pourtant différent.»

Marianne Frischknecht n'y va pas par quatre chemins: «A Genève, il n'y aura bientôt plus de militantes au sens tradition-

professionnalisation s'est accentuée, et actuellement les collaboratrices de F-Information reçoivent 30 francs par heure.

De nos jours, note Marianne Frischknecht, les associations qui se battent pour les femmes sont essentiellement des associations de service, généralement subventionnées. On assiste aussi à des formes d'engagement bénévole sur des sujets précis, mais c'est un engagement qui ne tient pas sur la durée. Militier gratis sur une longue période est un luxe que les femmes ne peuvent et ne veulent plus se permettre. «C'est comme pour le travail ménager: le bénévolat, c'est la non-reconnaissance, alors on refuse le bénévolat». On refuse aussi de se faire entretenir par un homme pour militer.

Marianne Frischknecht se définit comme une militante professionnelle. «Il est vrai qu'il peut m'arriver d'éprouver un malaise par rapport au salaire que je reçois, quand je suis en relation avec des partenaires qui s'engagent pour les femmes bénévolement, surtout si je sens qu'elles le font pour défendre des idées, et pas simplement pour



s'occuper. Ou alors, si je sais qu'elles travaillent gratis parce qu'elles n'ont pas trouvé d'emploi. Mais les contacts les plus fréquents du Bureau sont avec des associations qui reçoivent des subventions.

»Au début de mon mandat, d'ailleurs, les fonds dont je disposais ont suscité – c'est normal – beaucoup de convoitises chez les associations privées. J'ai eu l'impression qu'on nous considérait comme une vache à lait. Maintenant, tout ça s'est décanté, nous avons trouvé un meilleur équilibre.

»J'essaie de défendre l'idée que mon métier est un métier comme un autre. Mais c'est vrai que la fragilité du poste au sein de l'administration lui donne une connotation particulière, et que, d'un autre côté, il implique une qualité d'investissement qui n'est pas le fait de tous les métiers!«

«Il y a plusieurs manières de travailler pour les femmes, et toutes sont nécessaires»

Quand elle a pris ses fonctions à la tête du Bureau de l'égalité vaudois, **Françoise Pasche** était une inconnue dans les milieux féministes du canton. «Je n'avais jamais milité avant. Pourtant, la fibre féministe, je l'avais déjà. On ne choisit pas un poste par hasard.» Le sérieux, unanimement reconnu, avec lequel elle s'est mise à l'œuvre lui vaut maintenant d'être bien acceptée et soutenue par les associations privées.

«Je n'ai jamais vraiment ressenti de tensions entre le Bureau et les associations. Nous sommes complémentaires, nous travaillons ensemble.

Du côté du Bureau il y a plus de possibilités d'interventions, du côté des associations il y a plus de liberté. Le clivage entre féminisme bénévole et féminisme rémunéré ne me préoccupe pas. Ce sont deux expressions d'une même culture.

»Si des frustrations existent chez les militantes des associations, j'ai l'impression qu'elles sont plus liées à une certaine lassitude devant la lenteur des progrès qu'à leur mode bénévole de travail.

Et puis, des frustrations, moi aussi j'en ai, bien sûr. Par rapport au reste de l'administration vaudoise, je me sens investie d'un rôle qui fait de moi l'incarnation d'un idéal.

En même temps, la légitimité de mon poste n'est jamais acquise. La question de savoir s'il faut vraiment payer quelqu'un pour faire un travail qui a été longtemps assumé par des bénévoles est une question récurrente.»

Françoise Pasche hésite à se définir militante. «Je n'ai pas un profil incisif, je fais très attention à n'agresser personne». Elle se dit aussi très attachée à une approche concrète et quotidienne des problèmes. «Le féminisme théorique est très important, mais il faut aussi avoir la capacité de remettre les choses à plat, de voir la réalité de Mme Tout-le-monde.»

Si on l'interroge sur l'avenir du militantisme, elle donne une réponse réfléchie et nuancée: «Tout d'abord, je ne suis pas sûre que la distinction classique entre militantisme et bénévolat soit vraiment très claire. Le militantisme toucherait les questions d'égalité, et il ne faudrait surtout pas le confondre avec des formes de bénévolat qui ont simplement une dimension femmes.

»Mais est-ce du militantisme ou du bénévolat que de mettre sur pied un séminaire de formation pour les femmes qui voudraient faire de la politique? Franchement, je ne sais pas.

»Quoi qu'il en soit, je ne crois pas qu'il faille parler de démobilisation, plutôt de déplacement des énergies. Les acquis peuvent avoir engendré une baisse momentanée de l'engagement, mais je crois qu'il s'agit plutôt de fluctuations que de déclin.»

«Le même désir de faire changer les choses.»

Elle a 27 ans, et elle vient d'être nommée responsable du tout nouveau Bureau de l'égalité valaisan pour la partie française.

Pour **Valérie Vouilloz**, le féminisme «c'est un défi». Résolument moderne, elle s'intéresse plus à la chose qu'au mot: «J'appartiens à une génération qui ne se dit

pas volontiers militante, mais qui a le même désir que les militantes plus anciennes de faire changer les mentalités et la réalité.»

Non, avant d'entamer ce mandat, elle ne s'était jamais engagée pour les femmes: «Comme étudiante à Genève, je n'avais jamais eu le sentiment d'être discriminée.» C'est en rentrant dans son Valais natal que la situation des femmes lui apparaît sous un jour moins rose. D'où son intérêt pour ce poste, qu'elle est la première à occuper.

Modeste, elle dit toute l'importance que revêt pour elle le soutien de la Commission pour les questions féminines du Valais, une commission qui œuvre bénévolement depuis longtemps sur le terrain du féminisme. «Il y a transmission de savoir». On ne peut pas ne pas être frappée par le tableau idyllique qu'elle dresse du féminisme privé en Valais: «Il n'y a pas de problème de relève ici. La motivation reste très forte. Et tout se passe au mieux entre les associations et le Bureau.»

Est-elle bien acceptée dans l'administration? «Dans l'ensemble, oui. Mais il y a quand même beaucoup de gens sceptiques!»

Si elle change un jour de profession, continuera-t-elle à militer sur le plan privé? «Oui. Maintenant je ne crois pas que je vais perdre l'envie de faire des choses pour les femmes.»

Propos recueillis
par Silvia Ricci Lempen

Militante... moi!

Pas de doute: 1958-1993, cela fait 35 ans! 35 ans depuis que j'ai éprouvé ce choc: enseignante, salariée de l'Etat de Vaud (où l'égalité des salaires n'existait pas encore), je découvrais qu'un ajustement linéaire des salaires entraînait une augmentation de l'écart entre les salaires masculins et féminins. L'injustice séculaire, passe encore, mais l'injustice aggravée consciemment, c'était insupportable, même révoltant!

«Pour une part de salaire non reçu, tu as travaillé, au fond, toute ta vie gratuitement!», m'a fait remarquer une de mes collègues de l'équipe de la rédaction.

Comment devient-on militante?

Féministe, je l'étais comme enfant, comme scoute, comme étudiante. (Mes parents, certaines professeures avaient fixé en moi la conscience de l'égalité des possibilités et des droits des filles, des femmes face au monde masculin.) L'injustice ressentie en 1958 fit de moi une féministe engagée; j'avais compris qu'on ne pouvait croire aux principes d'égalité et de justice sans se battre pour qu'ils se réalisent.

De quelques heures à un plein temps: une chose en entraînant une autre, une lutte ponctuelle s'intégrant forcément dans un combat plus général, j'ai été relativement vite une militante... «professionnelle» (sans être pour autant rémunérée!), quoique m'en défendant toujours. Et je me mis à faire des choses qui m'étaient contraires: parler en public (Dieu! que j'ai pu avoir le trac!), coller des affiches, tenir des stands, solliciter des gens, distribuer des tracts (j'ai toujours eu horreur de toutes ces tâches incontournables!), essayer de convaincre, d'entraîner des amies dans mon combat; moi qui étais si consciente de ma liberté, de la liberté des femmes, voilà que j'embarquais des amies dans ma lutte, leur présentant cette lutte comme un devoir (je crois que certaines m'en ont voulu!).

Le ras-le-bol du bénévolat, je l'ai éprouvé il y a quinze ans. J'ai démissionné de plusieurs comités et j'ai repris du travail professionnel... mais au bout de quelques mois, petit à petit, le militantisme m'a reprise comme une passion dont on ne peut se défaire! Mais comment dire non, alors qu'il y a tant à faire? Dès lors, j'ai mené les deux choses de front, ajoutant les heures aux heures...

Simone Chapuis-Bischof